

« Le droit à l'alimentation, un des droits humains »

GOVERNANCE La rapporteuse spéciale de l'ONU pour le droit à l'alimentation veut des engagements concrets

ENTRETIEN

En juin 2014, Hilal Elver, professeure d'université d'origine turque, a succédé au Belge Olivier De Schutter au poste de rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation. Nous l'avons rencontrée en marge d'un colloque organisé à Bruxelles sur l'agriculture familiale par la Coalition contre la faim.

Vous avez décidé de mettre en avant le droit à l'alimentation comme un des droits humains. C'est séduisant, mais cela peut-il concrètement changer quelque chose ?

On distingue souvent les droits civils et politiques des droits économiques et sociaux. En Occident, on a tendance à exalter les premiers : le droit à la libre expression, à des élections démocratiques,... Seuls deux pays jusqu'ici ont inscrit le droit à l'alimentation comme un droit humain de base dans leur Constitution. J'ai appris que la Belgique planchait sur une loi-cadre allant dans ce sens, même si elle n'est pas encore d'application. Pratiquement, si ce droit est inscrit et reconnu comme tel, les gouvernements doivent le mettre en pratique et rendre des comptes. Ils doivent veiller à ce que la population ait accès à de la nourriture pas chère et de bonne qualité. En cas de crise, d'urgence, le gouvernement est responsable, il doit veiller à ce que la population ait de quoi manger. Et il doit plus globalement veiller à mettre en place un ordre économique qui permette à chacun de manger à sa faim. Un levier peut par exemple être le salaire minimum, qui doit permettre de nourrir une famille. En Allemagne, où le droit à l'alimentation est reconnu politiquement, des demandeurs d'asile ont obtenu une augmentation du mon-

tant qu'ils reçoivent de façon à ce qu'ils puissent se nourrir.

Et il y a se nourrir et se nourrir de façon saine...

En effet : dans le monde, 35 % de la population souffre de malnutrition, et 35 autres pour cent souffrent d'obésité. C'est un gros problème aux Etats-Unis, mais aussi dans les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Dans la plupart des grandes villes du monde, il est très facile de trouver de la junk food de très basse qualité nutritive et très peu chère, mais qui a l'occasion d'aller dans un marché fermier ?

Cela ouvre un autre débat : peut-on compter sur l'agrobusiness pour nous nourrir ?

Les géants de l'agriculture concentrent leur production sur certains produits de base peu périssables, faciles à stocker : maïs, riz, céréales. Par contre, on ne peut pas compter sur eux pour produire des tomates : les fruits et légumes sont plus fragiles, plus compliqués à produire, et ce sont les fermiers qui s'en chargent. Mais, suite au quasi-monopole des supermarchés qui sont tellement puissants qu'ils arrivent à fixer les prix à leur guise, de nombreux fermiers européens n'arrivent plus à gagner leur vie. Et à part ces produits de base exportés par les grosses firmes, ce sont les petits fermiers qui nourrissent toute l'Afrique or, faute de soutien, beaucoup vivent dans la plus grande précarité. Il faut protéger et aider les fermiers du Nord comme du Sud. Autrement, ils vont cesser cette activité. Ce n'est pas un service public mais un style de vie ! Comme consommateurs, nous pouvons tous agir en privilégiant les produits cultivés près de chez nous. Et dans le Sud, les agriculteurs ont besoin de conseils techniques et de crédits accessibles et bon marché. Et les responsables politiques

doivent veiller à mettre en place des routes pour pouvoir distribuer les produits agricoles, des endroits pour les stocker, etc. Veiller à ce que les petits producteurs puissent travailler dans de bonnes conditions, c'est éviter pénuries et famines. Il faut aussi augmenter l'assistance aux agricultrices, qui travaillent avec sérieux et acharnement. Or, dans certains pays, il faut réformer les lois pour que ces femmes puissent être propriétaires des terres qu'elles cultivent. Et veiller à ce qu'elles aient accès à de vraies formations. L'agro-écologie peut être aussi une excellente manière, pour les petits fermiers du Nord comme du Sud, de se développer tout en répondant aux besoins des habitants de la planète.

Quelles sont les vertus de cette agro-écologie que vous prônez ?

En utilisant de nouvelles techniques de culture mélangées à des traditions efficaces, on peut améliorer la production d'aliments, en quantité et en qualité. Et arriver à une autosuffisance alimentaire essentielle pour la stabilité des pays. L'agro-écologie permet, en respectant les rythmes de la nature, en utilisant les fertilisants produits par les animaux, en mélangeant les cultures, d'utiliser au mieux la terre sans l'épuiser, et sans besoins démesurés en eau, contrairement à l'agrobusiness, gourmand en produits chimiques et en irrigation.

Vous succédez au Belge Olivier De Schutter qui a occupé cette fonction pendant six ans. Facile ou difficile ?

Olivier a été un excellent rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation. Il occupait cette fonction pendant la dernière grande crise alimentaire mondiale et il l'a endossée au plus haut niveau. Il s'est exprimé par exemple au Conseil de sécurité de l'ONU, avec

sérieux et conviction. Il a été reconnu, et s'est fait aussi quelques ennemis : à cette fonction, on ne fait évidemment pas plaisir à tout le monde. Ce n'est pas simple de succéder à une personnalité comme lui mais, en même temps, je peux m'appuyer sur tout ce qu'il a fait pour construire des sus. Mon profil est évidemment différent : je suis une femme, originaire de Turquie, et j'ai jusqu'ici beaucoup travaillé à la promotion du rôle des femmes, et à la mise en place de politiques relatives au changement climatique. Or, ces deux dossiers sont intimement liés au droit à l'alimentation. Voilà pourquoi j'insiste sur le droit à l'alimentation en tant que droit humain, sur le rôle des femmes agricultrices, et sur l'agro-écologie... ■

**Propos recueillis par
VÉRONIQUE KIESEL**